

Situation Mensuelle de l'Etat



Septembre 2019



Synthèse	2
Faits marquants	2
Chiffres clés	4
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses	6
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme.....	7
Recettes	10
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé)	10
Recettes non fiscales du budget général	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	14
Opérations des comptes spéciaux	15
Données patrimoniales	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	16
Dette financière de l'Etat	17
Notes méthodologiques	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -109,013 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin septembre 2019 s'élève à -109,013 Md€ contre -105,596 Md€ à fin septembre 2018 à périmètre constant.

Cette évolution (-3,417 Md€) s'explique par une

hausse des dépenses nettes de 5,477 Md€, une baisse des recettes nettes de 3,102 Md€ et une variation positive du solde des comptes spéciaux de 5,162 Md€.

Dépenses du budget général (nettes de R&D) : 251,442 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Enseignement scolaire** : 5,586 Md€, principalement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,591 Md€) et du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (1,857 Md€) ;

► **Mission Défense** : 3,070 Md€, essentiellement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (2,251 Md€) et du programme « Préparation et emploi des forces » (0,514 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,175 Md€, essentiellement au titre du programme « Handicap et dépendance » (1,080 Md€) et du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,026 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin septembre 2019 s'élèvent à 251,442 Md€ contre 245,965 Md€ à fin septembre 2018 à périmètre constant.

Cette évolution (+5,477 Md€) résulte principalement de la hausse des dépenses d'intervention à hauteur de 3,436 Md€ (montant essentiellement lié à la hausse

► **Mission Cohésion des territoires** : 1,998 Md€, principalement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (1,649 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 1,688 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (0,881 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,765 Md€) ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durable** : 0,879 Md€, montant réparti sur les divers programmes composant la mission ;

► **Mission Gestion des finances publiques et des ressources humaines** : 0,819 Md€, principalement au titre du programme « Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local » (0,611 Md€).

des versements au titre de la prime d'activité pour 3,224 Md€), des dépenses d'investissement pour 1,232 Md€ (notamment au titre de la mission « Défense ») et des dépenses de personnel pour 1,429 Md€ (hausse prévue en LFI 2019).

Recettes du budget général (nettes de R&D) : 165,280 Md€

Les principales recettes du mois

► **IS net** : 11,345 Md€ ;

► **TVA nette** : 10,233 Md€ ;

► **IR net** : 10,082 Md€ (montant notamment lié aux revenus exceptionnels au titre de 2018) ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 3,495 Md€, dont 2,236 Md€ de prélèvements de solidarité et 1,248 Md€ d'impôt sur la fortune immobilière ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 2,368 Md€, dont 1,149 Md€ de droits de mutation à titre gratuit ;

► **Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles** : 1,618 Md€ (essentiellement des recettes perçues en contrepartie de la prise en charge par l'Etat des frais de dégrèvement et de non-valeur, et des frais d'assiette et de recouvrement de taxe foncière) ;

► **Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques** : 0,779 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -1,743 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -3,458 Md€, principalement la dotation globale de fonctionnement (DGF) pour -2,040 Md€.



Recettes fiscales (nettes de R&D) : 200,068 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin septembre 2019 s'élèvent à 200,068 Md€ contre 202,182 Md€ à fin septembre 2018 à périmètre constant.

Cette évolution (-2,114 Md€) s'explique essentiellement par une diminution des recettes d'IR net de 10,135 Md€ suite à la mise en œuvre du PAS, en raison de l'évolution du calendrier infra-annuel d'encaissement des recettes et de versement des R&D.

La hausse des R&D d'IR s'élève à 10,002 Md€ (dont des crédits et réductions d'impôt intervenus mi-janvier et le Crédit d'impôt pour la modernisation du recouvrement (CIMR), intervenu courant juillet).

Cette baisse des recettes d'IR net est partiellement compensée par une augmentation des recettes de TVA nette pour 4,847 Md€ et d'IS net pour 3,008 Md€.

Recettes non fiscales : 9,338 Md€

Les recettes non fiscales à fin septembre 2019 s'élèvent à 9,338 Md€ contre 7,658 Md€ à fin septembre 2018 à périmètre constant.

Cette évolution (+1,680 Md€) s'explique principalement par les produits des participations de l'Etat dans les entreprises financières en hausse de

0,894 Md€ en raison de l'augmentation du montant du dividende de la Banque de France de 0,947 Md€, ainsi que par une hausse de 0,500 Md€ des amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuites suite à l'amende versée par une entreprise de service internet.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -47,528 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin septembre 2019 s'élèvent à -47,528 Md€ contre -44,532 Md€ à fin septembre 2018 à périmètre constant.

Cette évolution (-2,996 Md€) s'explique

essentiellement par une hausse des prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne à hauteur de 2,626 Md€ (écart principalement lié à la modification de la base de calcul de la contribution au titre du mois de février).

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -22,851 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 8,774 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 15,908 Md€ (dont 7,031 Md€ au titre du 2^{ème} acompte de CVAE et 7,747 Md€ au titre de la TH) ;

► Le compte « **Avances à l'audiovisuel public** » enregistre des recettes pour 1,219 Md€ ;

► Le compte « **Transition énergétique** » présente des dépenses pour 0,560 Md€ (essentiellement au titre du soutien aux producteurs d'énergies renouvelables électriques) et des recettes pour 0,600 Md€ (au titre de la fraction de la taxe intérieure sur les produits énergétiques prévue à l'article 265 du code des douanes).

Le solde des comptes spéciaux à fin septembre 2019 s'élève à -22,851 Md€ contre -28,013 Md€ à fin septembre 2018.

Cette évolution (+5,162 Md€) s'explique principalement par une amélioration du solde des comptes d'affectation spéciale de 2,462 Md€ (essentiellement le solde du compte « Participations financières de l'Etat » pour 2,193 Md€, en raison du

versement d'une dotation de 1,600 Md€ à l'Epic Bpifrance en 2018) et des comptes de concours financiers pour 2,425 Md€ (principalement le solde du compte « Avances à l'audiovisuel public » pour 0,987 Md€, le solde du compte « Avances aux collectivités territoriales » pour 0,828 Md€, ainsi que le solde du compte « Prêts à des Etats étrangers » pour 0,569 Md€).

Dettes financières de l'Etat au 30 septembre : 1 859,901 Md€

La dette financière est en augmentation de 96,483 Md€ depuis le début de l'année 2019.

Les principaux flux nets positifs concernent les OAT

(émissions nettes de remboursements de 95,878 Md€). Le montant net des BTF a augmenté de 0,717 Md€.



	Mois	Cumul à fin septembre		Renvoi Page	
	Septembre	2019	2018 retraité		2018 exécuté
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	14 129	-109 013	-105 596	-87 143	5
Dépenses du budget général (nettes de R&D)	20 800	251 442	245 965	246 475	6
Recettes du budget général (nettes de R&D)	26 927	165 280	168 382	187 345	10
Principales recettes fiscales (nettes de R&D)					
- IR	10 082	49 301	59 436	59 436	
- IS *	11 345	18 031	15 023	15 023	
- TVA	10 233	97 053	92 206	115 809	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	8 002	-22 851	-28 013	-28 013	15
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-1 400	129 911			16
Dettes financières de l'Etat	18 780	1 859 901			17

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin septembre		
	Septembre	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	991	992	992
Dépenses de personnel	10 892	98 774	97 345	97 360
Dépenses de fonctionnement	2 222	40 330	40 901	41 137
Charges de la dette de l'Etat	20	26 300	26 470	26 470
Dépenses d'investissement	402	9 686	8 454	8 454
Dépenses d'intervention	7 188	74 206	70 770	71 029
Dépenses d'opérations financières	74	1 154	1 033	1 033
Total des dépenses (nettes de R&D) (I)	20 800	251 442	245 965	246 475
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	30 841	200 068	202 182	220 608
Recettes non fiscales	939	9 338	7 658	8 200
Prélèvements sur recettes	-5 201	-47 528	-44 532	-44 536
Fonds de concours	348	3 402	3 074	3 074
Total des recettes (nettes de R&D) (II)	26 927	165 280	168 382	187 345
Total des recettes (nettes de R&D, hors prélèvements sur recettes)	32 127	212 808	212 914	231 881
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	6 127	-86 162	-77 583	-59 130
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	164	3 601	1 139	1 139
Solde des comptes de concours financiers	7 748	-27 451	-29 876	-29 876
Solde des comptes de commerce	81	886	635	635
Solde des comptes d'opérations monétaires	10	78	1 757	1 757
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	8 002	-22 851	-28 013	-28 013
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	14 129	-109 013	-105 596	-87 143



	Mois	Cumul à fin septembre		
	Septembre	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	10 892	98 774	97 345	97 360
Rémunérations d'activité	5 976	56 546	55 660	55 666
Cotisations et contributions sociales	4 848	41 679	41 137	41 146
Prestations sociales et allocations diverses	68	549	548	549
AUTRES TITRES	9 908	152 667	148 620	149 115
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	991	992	992
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	2 222	40 330	40 901	41 137
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 562	17 271	17 657	18 100
Subventions pour charges de service public	661	23 059	23 244	23 037
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	20	26 300	26 470	26 470
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	20	26 300	26 470	26 470
Titre 5 - Dépenses d'investissement	402	9 686	8 454	8 454
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	356	7 414	6 516	6 516
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	46	2 272	1 938	1 938
Titre 6 - Dépenses d'intervention	7 188	74 206	70 770	71 029
Transferts aux ménages	4 224	40 679	37 091	37 119
Transferts aux entreprises	927	11 553	11 599	11 826
Transferts aux collectivités territoriales	486	5 962	6 221	6 127
Transferts aux autres collectivités	1 550	15 981	15 837	15 935
Appels en garantie	0	31	22	22
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	74	1 154	1 033	1 033
Prêts et avances	2	183	55	55
Dotations en fonds propres	72	405	408	408
Dépenses de participations financières	0	567	569	569
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	20 800	251 442	245 965	246 475



Mois de septembre	Cumul à fin septembre 2019		Cumul à fin septembre 2018 retraité		
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	
unité : million d'€					
ACTION ET TRANSFORMATION PUBLIQUES	6	2	28	20	2
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants	3	1	8	4	0
Fonds pour la transformation de l'action publique	2	1	15	14	0
Fonds d'accompagnement interministériel Ressources humaines ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'Etat ⁽¹⁾	1	0	5	2	2
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	254	331	2 277	2 088	2 132
Action de la France en Europe et dans le monde	223	241	1 323	1 236	1 230
Diplomatie culturelle et d'influence	12	69	649	574	613
Français à l'étranger et affaires consulaires	19	19	291	276	288
Présidence française du G7	1	2	14	3	0
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	210	224	2 041	2 033	2 031
Administration territoriale	129	130	1 230	1 210	1 216
Vie politique, culturelle et associative	24	24	133	130	134
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	58	69	678	693	681
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	385	398	2 222	2 096	2 025
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture	302	312	1 374	1 267	1 191
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	33	35	393	378	384
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	50	51	456	450	450
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	55	78	2 841	2 138	2 150
Aide économique et financière au développement	1	20	944	695	741
Solidarité à l'égard des pays en développement	54	58	1 897	1 443	1 409
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	26	31	1 883	1 771	1 905
Liens entre la Nation et son armée	1	2	28	22	32
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	3	29	1 756	1 673	1 796
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	23	0	99	76	76
COHESION DES TERRITOIRES	186	1 998	15 398	14 505	15 167
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	125	136	1 515	1 352	1 279
Aide à l'accès au logement	3	1 649	13 033	12 270	13 096
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	21	145	361	388	326
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	9	19	109	138	120
Interventions territoriales de l'Etat	0	4	23	34	31
Politique de la ville	29	45	358	324	315
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	48	50	510	499	482
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	30	31	296	296	283
Conseil économique, social et environnemental	0	0	42	42	41
Cour des comptes et autres juridictions financières	18	18	172	161	157
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	7
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	7
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
CULTURE	142	260	2 450	1 988	1 952
Patrimoines	30	64	838	547	567
Création	27	82	708	593	580
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	85	114	903	849	805
DEFENSE	2 915	3 070	36 702	34 574	32 737
Environnement et prospective de la politique de défense	86	113	1 004	1 120	1 091
Préparation et emploi des forces	373	514	9 807	6 605	6 686
Soutien de la politique de la défense	2 191	2 251	17 641	17 579	17 332
Equiperment des forces	266	192	8 250	9 270	7 629
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	108	79	935	859	811
Coordination du travail gouvernemental	39	34	451	425	377
Protection des droits et libertés	4	4	71	69	74
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	64	41	413	366	360



unité : million d'€	Mois de septembre		Cumul à fin septembre 2019		Cumul à fin septembre 2018 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	864	879	12 682	10 773	10 130
Infrastructures et services de transports	193	360	4 411	3 837	4 001
Affaires maritimes	11	16	130	115	83
Paysages, eau et biodiversité	10	10	125	107	104
Expertise, économie sociale et solidaire, information géographique et météorologie ⁽²⁾	3	3	462	377	410
Prévention des risques	8	20	685	586	591
Energie, climat et après-mines	2	70	1 001	945	439
Service public de l'énergie	407	171	3 600	2 539	2 233
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	230	229	2 268	2 266	2 269
ECONOMIE	80	134	1 402	1 356	1 389
Développement des entreprises et régulations	32	89	697	661	698
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	35	33	337	335	330
Stratégie économique et fiscale	12	13	368	360	361
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	21	49	26 432	26 486	26 923
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	20	20	26 300	26 300	26 470
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	29	60	60	40
Epargne	0	0	72	46	81
Majoration de rentes ⁽³⁾	0	0	0	0	142
Dotation du Mécanisme européen de stabilité ⁽²⁾	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	80	190
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	5 655	5 586	54 829	54 558	53 863
Enseignement scolaire public du premier degré	1 867	1 857	16 864	16 852	16 435
Enseignement scolaire public du second degré	2 594	2 591	24 825	24 803	24 582
Vie de l'élève	403	352	4 516	4 430	4 380
Enseignement privé du premier et du second degrés	490	490	5 838	5 825	5 807
Soutien de la politique de l'éducation nationale	178	168	1 691	1 587	1 596
Enseignement technique agricole	123	127	1 094	1 061	1 064
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	813	819	7 851	7 648	7 747
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	612	611	5 772	5 700	5 786
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	62	59	711	656	694
Facilitation et sécurisation des échanges	136	139	1 178	1 144	1 120
Fonction publique	3	10	189	147	147
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	115	101	1 394	1 197	1 154
Immigration et asile	105	70	1 108	938	911
Intégration et accès à la nationalité française	10	31	286	260	243
INVESTISSEMENTS D'AVENIR	0	0	0	940	999
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	0	0	173	118
Valorisation de la recherche	0	0	0	403	201
Accélération de la modernisation des entreprises	0	0	0	364	680
JUSTICE	640	679	6 667	6 497	6 231
Justice judiciaire	289	296	2 636	2 576	2 564
Administration pénitentiaire	258	280	2 616	2 621	2 441
Protection judiciaire de la jeunesse	55	67	660	608	589
Accès au droit et à la justice	3	3	383	383	357
Conduite et pilotage de la politique de la justice	35	32	369	307	276
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	3	3	3
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	6	5	456	386	423
Presse et médias	5	4	198	194	222
Livre et industries culturelles	1	1	258	193	200
OUTRE-MER	71	62	2 147	1 746	1 698
Emploi outre-mer	23	21	1 706	1 393	1 278
Conditions de vie outre-mer	49	41	441	353	420



unité : million d'€	Mois de septembre		Cumul à fin septembre 2019		Cumul à fin septembre 2018 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
POUVOIRS PUBLICS	0	0	991	991	992
Présidence de la République	0	0	103	103	103
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	12	12	12
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	329	587	25 998	21 969	21 709
Formations supérieures et recherche universitaire	86	75	13 162	11 265	11 244
Vie étudiante	11	192	2 337	1 849	1 796
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	20	187	6 021	5 078	4 909
Recherche spatiale	0	0	1 768	1 496	1 328
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	180	57	1 570	1 281	1 449
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	10	23	593	559	561
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	172	116	120
Recherche culturelle et culture scientifique	1	33	106	71	42
Enseignement supérieur et recherche agricoles	19	19	271	253	260
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	49	569	5 755	5 111	5 179
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	49	388	3 799	3 371	3 416
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	68	748	625	632
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	113	1 208	1 114	1 131
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	207	164	3 011	2 584	2 786
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	205	158	2 848	2 411	2 577
Concours spécifiques et administration	2	6	163	173	208
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	15 700	15 703	108 346	108 319	96 393
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	6 903	6 906	96 242	96 215	87 310
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	8 797	8 797	12 104	12 104	9 082
SANTE	1	8	1 302	1 057	979
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	1	8	389	317	280
Protection maladie	0	0	913	740	699
SECURITES	1 701	1 688	15 800	15 294	14 850
Police nationale	881	881	8 239	8 118	7 818
Gendarmerie nationale	785	765	7 205	6 782	6 615
Sécurité et éducation routières	4	2	31	22	22
Sécurité civile	32	40	325	371	394
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	248	2 175	22 361	19 730	16 105
Inclusion sociale et protection des personnes	177	1 026	9 564	8 334	5 205
Handicap et dépendance	0	1 080	11 564	10 261	9 760
Egalité entre les femmes et les hommes	1	2	21	20	19
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	69	67	1 213	1 115	1 121
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	16	132	1 068	832	674
Sport	7	9	264	223	209
Jeunesse et vie associative	9	121	573	563	418
Jeux olympiques et paralympiques 2024	0	3	231	46	47
TRAVAIL ET EMPLOI	419	639	11 319	9 716	10 733
Accès et retour à l'emploi	341	482	5 058	4 876	5 411
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	20	103	5 713	4 282	4 757
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	3	2	41	63	58
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	54	53	506	495	507
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	31 270	36 502	377 099	359 761	342 358
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	15 570	20 800	268 753	251 442	245 965

(1) Création en LFI 2019

(2) Changement de libellé en LFI 2019

(3) Suppression en LFI 2019



	Mois	Cumul à fin septembre			
		Septembre	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.					
Impôt sur le Revenu (A)	10 781	64 607	64 740	64 740	
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	1 618	2 998	3 386	3 386	
Impôt sur les sociétés (C)	13 269	48 239	46 833	46 833	
Impôt sur les sociétés	12 991	47 196	45 846	45 846	
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	278	1 042	988	988	
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	3 495	14 246	14 020	8 899	
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	50	795	693	693	
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	-83	4 031	3 611	3 611	
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0	
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0	
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0	
Impôt sur la fortune immobilière	1 248	1 703	1 553	1 553	
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0	
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	145	133	133	
Taxe sur les salaires	0	0	0	0	
Cotisation minimale de taxe professionnelle	3	17	2	2	
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	24	10	10	
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	1	25	19	19	
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	6	83	59	59	
Contribution des institutions financières	0	0	0	0	
Taxe sur les surfaces commerciales	3	194	196	196	
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	1	2	2	
Prélèvements de solidarité	2 236	6 815	6 875	1 957	
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0	
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	2	3	3	
Recettes diverses	30	409	863	659	
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	779	8 579	8 760	8 874	
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	14 234	141 846	133 732	157 335	
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	2 368	27 873	27 103	26 932	
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	17	368	397	397	
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	9	134	118	118	
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	1	0	0	
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	2	12	10	10	



	Mois		Cumul à fin septembre		
	Septembre	2019	2018 retraité	2018 exécuté	
unité : million d'€.					
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	153	2 012	1 817	1 817	
Mutations à titre gratuit par décès	996	8 791	9 663	9 663	
Contribution de sécurité immobilière	57	573	539	539	
Autres conventions et actes civils	29	322	367	367	
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0	
Taxe de publicité foncière	33	400	365	365	
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	9	144	76	151	
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0	
Recettes diverses et pénalités	9	126	149	149	
Timbre unique	42	272	232	232	
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0	
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0	
Permis de chasser	0	0	0	0	
Droits d'importation	0	0	0	0	
Autres taxes intérieures	485	8 196	7 864	7 864	
Autres droits et recettes accessoires	0	4	13	13	
Amendes et confiscations	3	37	29	29	
Taxe générale sur les activités polluantes	9	1 540	542	542	
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0	
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0	
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0	
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0	
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	10	179	174	174	
Autres droits et recettes à différents titres	0	1	1	1	
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0	
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	1	36	34	34	
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	39	39	39	
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	23	23	23	
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0	
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	575	576	576	
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	25	26	26	
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	227	1 661	1 583	1 583	
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	89	611	572	572	
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	34	308	317	317	
Prélèvement sur les paris sportifs	36	393	338	338	
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	5	48	47	47	
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0	
Taxe sur les transactions financières	69	735	873	671	
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0	
Autres taxes	39	310	316	274	
TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)	46 543	308 388	298 575	317 001	
TOTAL GENERAL (net de R&D)	30 841	200 068	202 182	220 608	



	Mois		Cumul à fin septembre	
	Septembre	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	26	4 917	4 108	4 108
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	3 531	2 637	2 637
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	0	351	351
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	26	1 369	1 117	1 117
Autres dividendes et recettes assimilées	0	17	4	4
Produits du domaine de l'Etat (B)	35	540	429	1 091
Revenus du domaine public non militaire	11	118	151	151
Autres revenus du domaine public	0	3	9	9
Revenus du domaine privé	0	219	45	45
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	24	127	170	170
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	68	46	707
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	5	9	9
Produits de la vente de biens et services (C)	231	1 129	955	835
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	44	265	245	245
Autres frais d'assiette et de recouvrement	89	701	678	558
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	33	37	4	4
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	2	2	2
Autres recettes diverses	64	124	26	26
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	26	292	311	311
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	4	49	52	52
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	0	3	2	2
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	1	4	4	4
Intérêts des autres prêts et avances	0	31	31	31
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	18	139	137	137
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	6	6	6
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	3	59	78	78



	Mois		Cumul à fin septembre	
	Septembre	2019	2018 retraité	2018 exécuté
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	552	1 303	803	803
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	2	210	140	140
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	3	118	26	26
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	0	6	8	8
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	546	905	567	567
Frais de poursuite	1	9	8	8
Frais de justice et d'instance	1	7	8	8
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	2	1	1
Divers (F)	68	1 157	1 052	1 052
Reversements de Natixis	0	35	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	1	203	234	234
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	21	162	170	170
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	5	5	5
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	0	7	8	8
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	6	6	6
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	5	5	5
Récupération d'indus	2	112	19	19
Recouvrements après admission en non-valeur	9	89	96	96
Divers versements de l'Union européenne	0	0	6	6
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	2	21	34	34
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	3	24	19	19
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	2	2
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	14	253	223	223
Produits divers	2	23	67	67
Autres produits divers	12	211	157	157
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	939	9 338	7 658	8 200



	Mois	Cumul à fin septembre		
	Septembre	2019	2018 retraité	2018 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-3 458	-29 799	-29 428	-29 433
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 040	-20 873	-20 856	-20 861
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-4	-4	-4
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-15	-16	-18	-18
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-564	-2 789	-2 468	-2 468
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-374	-2 010	-1 772	-1 772
Dotations élu local	-20	-20	-65	-65
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	-32	-32	-56	-56
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
Dotations départementales d'équipement des collèges	-14	-326	-320	-320
Dotations régionales d'équipement scolaire	-87	-661	-661	-661
Dotations globales de construction et d'équipement scolaire	-3	-3	-3	-3
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-241	-2 254	-2 303	-2 303
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-55	-398	-436	-436
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	-3	-3	-3
Dotations de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-80	-74	-74
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-3	-240	-301	-301
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	-91	-87	-87
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 743	-17 729	-15 103	-15 103
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-5 201	-47 528	-44 532	-44 536
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	325	3 170	2 852	2 852
Fonds de concours - coopération internationale	23	232	222	222
TOTAL FONDS DE CONCOURS	348	3 402	3 074	3 074



unité : million d'€.

	Mois de septembre		Cumul à fin septembre					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2019	2018 exécuté	2019	2018 exécuté	2019	2018 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	5 462	5 626	52 125	55 097	55 727	56 236	3 601	1 139
Aides à l'acquisition de véhicules propres	20	32	253	351	373	473	120	122
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	66	144	691	793	1 194	1 220	504	427
Développement agricole et rural	13	5	88	105	134	128	46	23
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	6	32	219	214	284	282	65	68
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	0	4	1 385	1 390	1 715	1 655	330	265
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	18	16	210	238	649	253	440	15
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	212	0	117	148	-95	148
Participations financières de l'Etat	75	0	631	3 435	394	1 005	-237	-2 430
Pensions	4 704	4 552	43 286	42 928	44 596	44 629	1 310	1 700
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	242	89	357	359	649	271	292
Transition énergétique	560	600	5 063	5 285	5 911	5 794	848	509
Comptes de concours financiers	9 409	17 157	84 715	89 594	57 265	59 718	-27 451	-29 876
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	25	1 541	8 185	958	7 332	-583	-853
Avances à l'audiovisuel public	322	1 219	2 895	2 921	2 599	1 637	-296	-1 283
Avances aux collectivités territoriales	8 774	15 908	79 644	77 492	53 489	50 509	-26 155	-26 983
Prêts à des Etats étrangers	254	5	367	944	219	228	-148	-717
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	60	0	269	52	1	12	-268	-39
Comptes de commerce	370	451	29 714	29 699	30 600	30 334	886	635
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	56	8	547	464	590	590	43	126
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	15	16	127	123	128	122	1	-2
Couverture des risques financiers de l'Etat	103	103	775	704	775	704	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	98	29	379	383	434	466	55	83
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	33	153	27 530	27 710	27 719	27 828	189	118
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés ⁽¹⁾	0	0	1	4	1	0	0	-4
Opérations commerciales des domaines	4	8	36	32	63	47	27	15
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	4	19	18	17	17	-3	-2
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	1	0	1
Soutien financier au commerce extérieur	59	131	300	260	874	559	574	299
Comptes d'opérations monétaires	16	25	1 425	623	1 503	2 380	78	1 757
Emission des monnaies métalliques	7	20	84	109	197	202	113	92
Opérations avec le Fonds Monétaire International	5	5	1 335	504	1 301	2 172	-34	1 668
Pertes et bénéfices de change	4	0	6	10	4	7	-1	-3
TOTAL COMPTES SPECIAUX	15 257	23 260	167 979	175 013	145 094	148 668	-22 885	-26 345
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	15 252	23 254	166 644	174 509	143 793	146 496	-22 851	-28 013

(1) Changement de libellé en LFI 2019



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2018	Flux nets de l'année	Solde à fin septembre 2019
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	367	-6	361
	Organismes à caractère financier			
	Caisse des Dépôts et Consignations	10	0	10
	La Poste	0	0	0
	Divers organismes à caractère financier	418	-123	295
	Total organismes à caractère financier	796	-130	666
	CEPL			
	Régions	2 502	2 174	4 675
	Départements	7 206	-317	6 889
	Communes	25 649	-897	24 753
	HLM	310	-16	293
	Autres	25 278	-987	24 291
	Total CEPL	60 944	-42	60 901
	Etablissements publics de santé	5 179	201	5 379
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	11 886	3 896	15 782
	Etablissements publics nationaux			
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	5 462	1 948	7 410
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	3 615	1 311	4 926
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	1 318	26	1 344
	Total établissements publics nationaux	22 282	7 181	29 462
	Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	12 362	41	12 404
	Union européenne	2 143	4 184	6 327
	Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés			
Fonds et Fondations	52	9	61	
GIP	777	248	1 025	
EPLE	2 523	565	3 088	
Autres correspondants	9 788	790	10 578	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	47	-47	0	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	13 187	1 565	14 751	
Total Dépôts de fonds du Trésor	116 892	12 999	129 891	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	22	-2	20
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	0	0
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0
	Total Comptes à terme	22	-2	20
Total Passif (A)		116 914	12 997	129 911
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0
Total Actif (B)		0	0	0
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		116 913	12 997	129 911



	Solde au 31/12/2018	Flux nets de l'année	Solde à fin septembre 2019
unité : million d'€.			
Titres négociables (A)	1 756 420	96 595	1 853 014
Titres négociables à moyen et long terme	1 643 520	95 878	1 739 397
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 643 520	95 878	1 739 397
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 423 899	94 093	1 517 992
- <i>taux variable</i>	194 761	2 435	197 196
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	112 900	717	113 617
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	112 900	717	113 617
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	6 998	-111	6 886
TOTAL (A+B+C)	1 763 417	96 483	1 859 901



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2018 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2018 retraité » correspondent aux données exécutées corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2019.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dettes financières de l'Etat

Le tableau de la dette financière ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R&D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat : ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.